

Regards croisés sur l'Année internationale de l'agriculture familiale

L'ANNÉE INTERNATIONALE de l'agriculture familiale a-t-elle été un succès ? A-t-elle permis des avancées politiques concrètes, au-delà des déclarations d'intentions formelles ? Plusieurs acteurs livrent leur point de vue.

► Nadjirou Sall est secrétaire général de la Fongs, secrétaire-général adjoint du CNCR et secrétaire général du Roppa.

► Auxtin Ortiz est directeur du Forum rural mondial.

► Augustin Wambo Yamdjeu est responsable du CAADP à l'agence du Nepad.

► Benoit Faivre Dupaigne est conseiller « Agriculture » à l'agence du Nepad.

► Mahamadou Fayinkeh est président de Nacofag (National Coordinating Organization for Farmers Association in The Gambia) et coordinateur du comité national de coordination de l'AIAF en Gambie.

► Zacharie Mechali est chef de projets à l'Agence française de développement (AFD)

► Henri Rouillé d'Orfeuil est ingénieur agronome. Il a notamment travaillé au Cirad ainsi qu'à la Banque mondiale. Il était chargé de mission interministérielle pour la préparation de l'AIAF en France.

GRAIN DE SEL : *Quel bilan faites-vous de l'Année internationale de l'agriculture familiale ?*

AUGUSTIN WAMBO YAMDJEU (AWY) ET BENOIT FAIVRE DUPAIGRE (BFD) : Cette année de l'agriculture familiale est entrée en résonance avec l'Année de l'agriculture africaine décrétée par l'Union africaine et qui célébrait les 10 ans du PDDAA. Il est clair que cette coïncidence a permis de mieux prendre en compte le rôle des petits agriculteurs dans la transformation de l'agriculture que l'Afrique espère.

MAHAMADOU FAYINKEH (MF) : C'était très important pour nous. La perception que les gens ont de l'agriculture familiale a complètement changé. 2014 a donné une place importante à l'agriculture familiale. En Gambie aujourd'hui, tout le monde, y compris l'Assemblée nationale et le Président, reconnaît les capacités et le rôle central des agriculteurs familiaux. **NADJIROU SALL (NS) :** Absolument. Personne aujourd'hui n'ose plus nier ouvertement l'importance de l'agriculture familiale, quelle que soit sa position sur la question. Symboliquement, c'est fort. L'année a couronné l'agriculture familiale. Elle a aussi été très riche en événements et réflexions qui ont permis d'identifier les évolutions de cette agriculture et les enjeux à aborder dans les mois et les années à venir, comme l'environnement ou l'emploi par exemple.

ZACHARIE MECHALI (ZM) : L'AIAF a été un moment d'échange entre acteurs du développement, de la recherche et la société civile sur les perceptions diverses que nous avons de l'agriculture familiale et de l'importance de l'appuyer. Elle a aussi été un moment d'introspection important, en tous cas pour l'AFD, notamment pour clarifier nos intentions vis-à-vis de ce segment de l'agriculture.

L'AIAF a permis de rendre le dialogue plus constructif et la mise en place de mécanismes d'appui à l'agriculture familiale plus efficace. Elle a été l'occasion pour les gouvernants de se rappeler les fondamentaux concernant l'agriculture familiale, à savoir que ce sont ces formes d'agriculture qui, en Afrique par exemple, nourrissent pour l'essentiel la population des pays et, en particulier les grandes villes en expansion.

HENRI ROUILLÉ D'ORFEUIL (HRO) : En France, on estime qu'entre 150 et 200 événements ont été organisés en 2014. Cette mobilisation a montré que le sujet intéresse et interpelle aussi bien les producteurs que les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les associations, les fondations ou la recherche. Ces

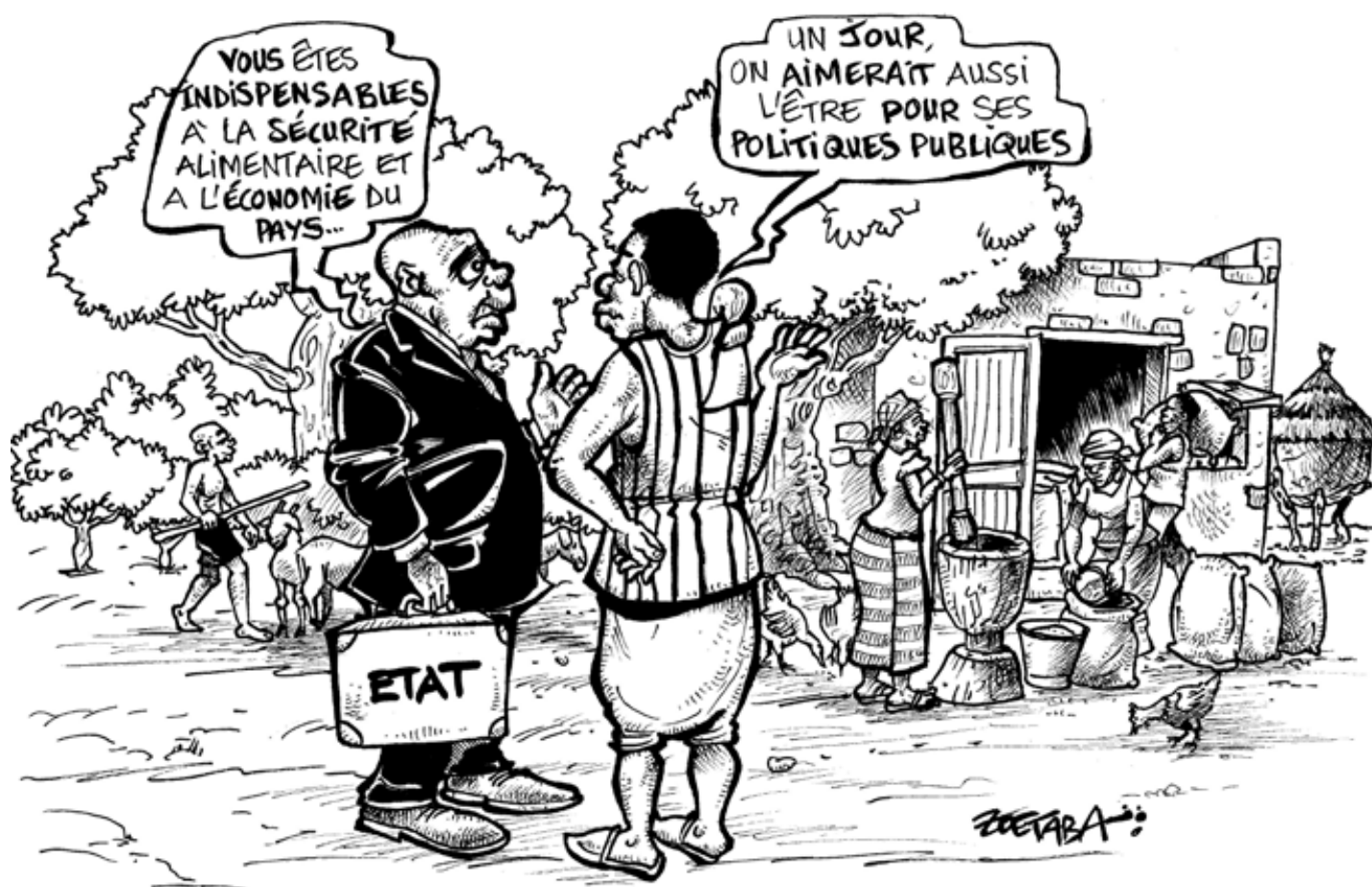
événements ont permis de donner de l'information, des chiffres, de la connaissance sur la place centrale et très majoritaire des agricultures familiales dans l'alimentation de l'humanité, la gestion des ressources naturelles de la planète et l'emploi mondial. Cet effort de connaissance et de reconnaissance va continuer, les institutions de recherche, la FAO, les organisations de producteurs s'y sont engagées. C'est nécessaire, car sans une définition claire et la création d'une ou de plusieurs catégories statistiques, il n'est pas possible de concevoir et de mettre en œuvre des politiques publiques dédiées au développement des agricultures familiales. Il faudra bien plus qu'une année de célébration pour donner leurs lettres de noblesse à ces agricultures et toute leur place dans les politiques agricoles, alimentaires, environnementales, économiques et sociales. Nous parlons d'un gros tiers de l'humanité, mais toujours de ce que les autorités publiques et la plupart des experts considèrent comme une marge destinée à se dissoudre dans le développement mondial, à disparaître dans la pauvreté et, si possible, le silence. L'élément du bilan le plus important de l'AIAF est sans doute d'avoir contribué à une meilleure connaissance et reconnaissance des agricultures familiales et d'avoir donné une tribune aux producteurs agricoles et à leurs organisations. C'est en effet à eux et à elles de mener le combat de cette reconnaissance.

AUSTIN ORTIZ (AO) : En novembre 2014, nous — organisations de la société civile, organisations paysannes, associations rurales, le Forum rural mondial, centres de recherches... — nous sommes réunis à Brasilia au Brésil pour analyser les résultats

de cette Année internationale. Notre bilan était très positif et nous avons souligné quatre grandes avancées. La première a été la mobilisation massive que cette année a suscitée : plus de 745 acteurs (organisations paysannes, institutions publiques, ministères, centres de recherche, ONG, etc.) se sont impliqués dans l'AIAF. Ensuite, cette année a effectivement permis une reconnaissance accrue de l'agriculture familiale et elle a eu des effets positifs sur plusieurs organisations internationales. Par exemple, le 29 septembre 2014, le comité chargé de l'agriculture de la FAO a décidé, suite à un vote, d'inclure l'agriculture familiale dans tous les objectifs stratégiques de la FAO. L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a également décidé de donner

« Plus personne ne peut nier ouvertement l'importance de l'agriculture familiale »

de cette Année internationale. Notre bilan était très positif et nous avons souligné quatre grandes avancées. La première a été la mobilisation massive que cette année a suscitée : plus de 745 acteurs (organisations paysannes, institutions publiques, ministères, centres de recherche, ONG, etc.) se sont impliqués dans l'AIAF. Ensuite, cette année a effectivement permis une reconnaissance accrue de l'agriculture familiale et elle a eu des effets positifs sur plusieurs organisations internationales. Par exemple, le 29 septembre 2014, le comité chargé de l'agriculture de la FAO a décidé, suite à un vote, d'inclure l'agriculture familiale dans tous les objectifs stratégiques de la FAO. L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a également décidé de donner



désormais la priorité à l'agriculture familiale dans ses projets. Enfin, et c'est sans doute l'élément le plus important, l'AIAF a également permis des avancées au niveau politique. Nous avons recensé l'adoption de 13 politiques spécifiquement en faveur de l'agriculture familiale en 2014 et 29 autres sont en cours d'élaboration. Le Burkina Faso et le Népal par exemple ont augmenté le budget consacré à l'agriculture familiale. En Colombie, un programme spécifiquement destiné à promouvoir l'agriculture familiale, assorti de financements et de plusieurs mesures, a été développé.

GDS: Au-delà de la reconnaissance formelle, l'AIAF a donc permis des avancées politiques concrètes ?

MF: Oui, au delà des déclarations d'intention, il y a aussi eu un engagement politique fort au cours de cette année, en particulier sur les questions relatives aux semences et à la gouvernance foncière en Gambie. En ce qui concerne les semences, le Comité national de coordination de l'AIAF a réussi à pousser l'Assemblée nationale à adopter la loi sur les semences (Seed Act), qui est favorable à l'agriculture familiale. Cette loi va mettre en place un Comité des semences (Seed Council) au sein duquel les organisations paysannes

ont obtenu deux sièges. Ce comité sera en charge de tout ce qui concerne les enjeux liés aux semences [Lire aussi p. 36-37].

NS: Il faut reconnaître que déjà avant l'année nous avons gagné du terrain au niveau des politiques.

La politique agricole de la Cedeao avait déjà reconnu l'importance de l'agriculture familiale, de même que la loi agro-sylvo-pastorale au Sénégal. L'année a permis de renforcer cette tendance, même si le combat reste à

mener. La reconnaissance est une partie de la réponse, la faisabilité en est une autre. Cela traîne en partie parce que des images fortes restent dans l'esprit des gens : beaucoup pensent toujours que l'agriculture familiale n'est pas faite pour développer les pays.

GDS: Quelles ont été selon vous les limites de cette année ?

AWY ET BFD: Il y a une vraie difficulté à faire comprendre par certains « faiseurs d'opinion » et décideurs qu'agriculture familiale et petite agriculture sont des notions qui décrivent des réalités qui se recouvrent largement mais qui ne parlent pas toujours de la même chose. En Afrique, la petite agriculture est vue comme un archaïsme donc lorsqu'on l'assimile

« Beaucoup continuent d'associer l'agriculture familiale à la petite agriculture pauvre »

à toute forme d'agriculture familiale, on a tendance à dénigrer cette dernière pour ce qu'elle représente. On oublie que cette forme d'exploitation a permis la modernisation dans certaines circonstances, notamment en Europe et en Asie. Parallèlement, dans le monde anglophone où l'agriculture familiale a joué un rôle secondaire dans le développement agricole, le concept même de *family farming* est peu répandu. C'est pourquoi dans les déclarations faites par l'Union africaine, on insiste plutôt sur les petites exploitations [*smallholder farmers*] sans mettre en exergue le caractère familial de ces exploitations.

ZM: Un travail important reste à faire pour démontrer la capacité de transformation de ces agricultures pour sortir de l'équivalence agriculture familiale = *smallholder* paupérisé. Trop souvent encore, il est considéré que l'émergence d'une agriculture plus productive et moderne passe nécessairement par une rupture avec les formes d'agriculture existantes, considérées comme incapables de franchir les barrières technologiques. Il est important de se doter d'une vision dynamique et transformative de l'agriculture, en particulier familiale. Le problème des « modèles » ou approches dominantes actuellement est qu'ils regardent l'agriculture familiale comme une agriculture à la fois piégée (dans la pauvreté ou l'archaïsme) et figée. Le terme de « *smallholder* » qui ponctue cette doctrine, est très caractéristique de cette vision de petits qui restent petits, éternellement soutenus par des programmes de lutte contre la pauvreté. Il y a du travail à faire pour mieux caractériser ces transformations possibles (en taille, en technologie, en adaptation aux CC, etc.) et les moyens de les accompagner.

GDS: N'y a-t-il pas un risque que l'on ne parle plus d'agriculture familiale après la fin de l'année?

AWY ET BFD: La question des formes d'exploitations agricoles les plus à même d'accroître la productivité

tout en assurant un niveau de vie décent à une population rurale de plus en plus nombreuse continuera à se poser. La place de la forme familiale des exploitations agricoles sera donc toujours au centre des débats. On peut faire le pari aussi que l'approche en termes « petites » vs. « grandes » exploitations évoluera lorsqu'on aura pris conscience que la question n'est pas seulement de changer de taille pour gagner en productivité et en revenus mais de trouver une combinaison performante entre surfaces, main d'œuvre et capital en termes de productivité. On réalisera alors que la main d'œuvre familiale apporte quelque chose de différent. Et cela, la recherche a commencé à bien le documenter.

AO: C'est en effet un risque que nous devons vraiment éviter. C'est pourquoi le Forum rural mondial organise en septembre une conférence mondiale sur l'agriculture familiale à Bilbao, dans le Nord de l'Espagne, afin de maintenir le sujet au sommet de l'agenda. Nous nous sommes également réunis à Brasilia avant même la fin de l'AIAF pour développer une stratégie qui va nous permettre d'assurer le suivi de cette Année internationale, au cours des dix prochaines années. Les objectifs de cette AIAF+10 restent les mêmes : la mise en œuvre de politiques plus favorables à l'agriculture familiale. À Brasilia, nous avons décidé de conserver le même esprit de collaboration qu'en 2014 avec le gouvernement, les organisations internationales, les ministères, les médias, les organisations paysannes, etc. Nous avons identifié trois priorités pour les dix années à venir : continuer à travailler avec les comités nationaux de l'agriculture familiale ; mieux connecter chercheurs et organisations de producteurs ; et enfin travailler ensemble à l'élaboration de Directives globales sur l'agriculture familiale visant à promouvoir l'agriculture familiale au niveau mondial. Tout ce travail devrait nous permettre de garder une attention forte sur l'agriculture familiale dans les années à venir. ■

L'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF)

L'AIAF est une initiative initialement promue par le Forum rural mondial (FRM), et qui a été progressivement soutenue par d'autres organisations de la société civile et des institutions. Après un plaidoyer de trois années, l'Assemblée générale des Nations Unies, en séance plénière le 22 décembre 2011, a officiellement déclaré 2014 comme Année internationale de l'agriculture familiale.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, a coordonné le programme officiel de l'AIAF. Afin de préparer les activités de ce programme officiel, un Comité international de pilotage de l'AIAF a été créé, composé de 12 représentants des états membres, ainsi que des représentants du Fonds international de développement

agricole (Fida), du Programme alimentaire mondial (Pam), de la FAO, de l'Union européenne, du Forum rural mondial (FRM), de l'Organisation mondiale des agricultures (OMA) et de La Via Campesina.

Parallèlement, la société civile a développé son propre programme, coordonné par le Forum Rural Mondial. Au niveau international, un Comité consultatif mondial a assuré le développement et la représentation globale de l'AIAF de la société civile. Des Comités nationaux de l'agriculture familiale se sont constitués dans des dizaines de pays, afin d'organiser l'AIAF au niveau national et de négocier avec les gouvernements des politiques en faveur de l'agriculture familiale [*Lire aussi p. 36-37*].